

**OBJET DE L'ACCORD CADRE :**

**PETITS TRAVAUX D'AMENAGEMENTS INTERIEURS DES LOCAUX DU SIEGE  
ET DE LA DELEGATION REGIONALE SUD-EST DE L'IRD ET MAINTENANCE DE  
CES AMENAGEMENTS**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
N° 2026001CLoAo30**

**PROCEDURE DU MARCHÉ :**

Procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

Délégation Régionale Sud-Est  
Immeuble le Sextant  
44 Bd de Dunkerque / CS 90009  
13572 MARSEILLE cedex 02

*Marché de travaux*

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières comprend 26 pages numérotées de 1 à 26

## Sommaire

<b>ARTICLE 1</b>	<b>PRESENTATION DE L'IRD.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>PRESENTATION DU SITE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3</b>	<b>OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4</b>	<b>NATURE ET CONTENU DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>4.1</b>	<b>PERIMETRE ET FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
4.1.1	<i>Périmètre de l'accord-cadre.....</i>	<i>5</i>
4.1.2	<i>Lieux d'exécution .....</i>	<i>6</i>
4.1.3	<i>Travaux réalisés sur 2024 – 2025 .....</i>	<i>6</i>
<b>4.2</b>	<b>CONTENU DES PRESTATIONS .....</b>	<b>7</b>
4.2.1	<i>Travaux prévus au bordereau de prix.....</i>	<i>7</i>
4.2.2	<i>Travaux hors bordereau de prix.....</i>	<i>9</i>
4.2.3	<i>Constitution d'un stock.....</i>	<i>10</i>
4.2.4	<i>Récapitulatif de la constitution des prix.....</i>	<i>11</i>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>11</b>
<b>5.1</b>	<b>ACCES AUX LOCAUX DU SIEGE ET DE LA DELEGATION REGIONALE SUD-EST DE L'IRD.....</b>	<b>12</b>
<b>5.2</b>	<b>PRESTATIONS A REALISER EN SITE OCCUPE.....</b>	<b>13</b>
<b>5.3</b>	<b>COLLABORATION AVEC D'AUTRES PRESTATAIRES AU SIEGE ET A LA DELEGATION REGIONALE SUD-EST DE L'IRD ....</b>	<b>13</b>
<b>5.4</b>	<b>SIGNALISATION DES INTERVENTIONS.....</b>	<b>14</b>
<b>5.5</b>	<b>ZONE DE STOCKAGE.....</b>	<b>14</b>
<b>5.6</b>	<b>MISE A DISPOSITION DES SANITAIRES .....</b>	<b>15</b>
<b>5.7</b>	<b>CIRCULATIONS ET ACHEMINEMENT DES MATERIAUX .....</b>	<b>15</b>
<b>5.8</b>	<b>PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS .....</b>	<b>15</b>
<b>5.9</b>	<b>NETTOYAGE ET EVACUATION DES DECHETS .....</b>	<b>16</b>
<b>5.10</b>	<b>CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SECURITE INCENDIE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 6</b>	<b>SUIVI ET PILOTAGE DU MARCHE.....</b>	<b>17</b>
<b>6.1</b>	<b>REUNION DE LANCEMENT DU MARCHE .....</b>	<b>17</b>
<b>6.2</b>	<b>APPROPRIATION DES LOCAUX.....</b>	<b>17</b>
<b>6.3</b>	<b>SUIVI ET PILOTAGE DU MARCHE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>GESTION DES DOCUMENTS D'EXECUTION .....</b>	<b>18</b>
<b>7.1</b>	<b>DOCUMENTS D'EXECUTION PRODUITS DANS LE CADRE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>18</b>

7.2	PLANNING DES PRESTATIONS DE PETITS TRAVAUX.....	19
<b>ARTICLE 8</b>	<b>DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>19</b>
8.1	DELAIS D'INTERVENTION POUR LES INTERVENTIONS SUR LES MENUISERIES EXISTANTES.....	19
8.2	DELAIS D'INTERVENTION POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	20
8.3	DELAIS DE REMISE DE LIVRABLES ET DOCUMENTS D'EXECUTION .....	21
<b>ARTICLE 9</b>	<b>RECEPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>21</b>
9.1	ETAT DES LIEUX .....	21
9.2	REMISE EN ETAT A LA FIN DES PRESTATIONS .....	21
9.3	RECEPTION DES PRESTATIONS .....	21
9.4	GARANTIE DANS LE CADRE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENTS INTERIEURS .....	22
<b>ARTICLE 10</b>	<b>SECURITE .....</b>	<b>22</b>
10.1	MATERIELS.....	22
10.2	BIENS .....	23
10.3	PERSONNES .....	23
10.4	SECURITE DES OCCUPANTS.....	23
10.5	PLAN DE PREVENTION.....	24
<b>ARTICLE 11</b>	<b>MATERIAUX.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>25</b>
12.1	GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER .....	25
12.2	CHOIX DES MATERIAUX ET DES FOURNITURES .....	25
12.3	GESTION DES MATERIELS ET PRODUITS RESTANTS .....	26
12.4	GESTION DES DECHETS GENERES DURANT LES PRESTATIONS.....	26

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), définissant l'ensemble des prestations à réaliser et les équipements et matériels à entretenir.

## **ARTICLE 1 PRESENTATION DE L'IRD**

L'IRD est un établissement public français placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et de celui de l'Europe et des affaires étrangères.

L'IRD porte une démarche originale de recherche, d'expertise, de formation et de partage des savoirs au bénéfice des territoires et pays qui font de la science et de l'innovation un des premiers leviers de leur développement.

Ces programmes de recherche destinés à apporter une aide au développement des pays du Sud s'orientent autour des sciences humaines et sociales (géographie, sociologie...), des sciences de la santé (maladies infectieuses, grandes endémies, nutrition, environnement) et des sciences de la nature (hydrologie, pédologie, géophysique, ichtyologie...).

## **ARTICLE 2 PRESENTATION DU SITE**

Les prestations se dérouleront **principalement** au Siège et à la Délégation Régionale Sud-Est de l'IRD situés au 44 boulevard de Dunkerque dans le 2<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

Il s'agit d'un immeuble intitulé « Le Sextant », de 7 étages, desservi par des ascenseurs, construit en 2008.

L'IRD occupe :

- ❖ La totalité du rez-de-chaussée (avec un espace restauration) ;
- ❖ La totalité du 4<sup>ème</sup> étage ;
- ❖ La totalité du 5<sup>ème</sup> étage ;
- ❖ La totalité du 6<sup>ème</sup> étage.

**L'IRD est locataire de ces espaces, c'est-à-dire que les espaces communs (ascenseurs, hall, ...) ne sont pas concernés par ce marché.**

Il est précisé au titulaire que **sont inclus dans les locaux du siège de l'IRD, les locaux de la délégation régionale Sud-Est de l'IRD**. Ils ont la même implantation géographique et sont par conséquent **indissociables** pour l'exécution de la prestation.

La superficie totale des locaux de l'IRD représente environ 4700 m<sup>2</sup>, occupée par environ 280 agents, répartis comme suit sur 4 étages. Le bon fonctionnement des locaux est suivi au quotidien par le service logistique de l'IRD, qui coordonne les moyens et les prestataires chargés d'assurer les interventions techniques. Il est le service prescripteur du présent accord-cadre.

Ainsi, le titulaire se déclare parfaitement informé de la constitution des locaux.

Une fois l'offre établie, le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une erreur ou d'une omission dans les documents du marché qui sont à vérifier par ses soins lors de la visite obligatoire avant le dépôt de son offre. Aucun supplément ne pourra être réclamé à ce titre par le titulaire après le dépôt des offres pour ce motif.

Dans le présent marché, la dénomination « le Site » fait référence à l'ensemble des zones occupées par l'IRD, y compris les locaux techniques.

Le Site est fermé aux agents de l'IRD la nuit, le week-end et les jours fériés, ainsi que les jours de fermeture (déterminés en début d'année). L'IRD s'engage à informer le titulaire, à la notification du marché, puis à chaque début d'année, de ces jours de fermeture.

### ARTICLE 3 OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des petits travaux portant sur les aménagements intérieurs des locaux du Siège et de la Délégation régionale sud-est de l'IRD et de la maintenance de ces aménagements.

### ARTICLE 4 NATURE ET CONTENU DES PRESTATIONS

#### 4.1 Périmètre et fonctionnement de l'accord-cadre

##### 4.1.1 *Périmètre de l'accord-cadre*

Le présent accord-cadre couvre l'intégralité des aménagements intérieurs présents dans les locaux du Siège et de la délégation régionale sud-est de l'IRD.

Les « petits travaux d'aménagement intérieur » s'entendent comme des travaux ponctuels, de faible ampleur financière et technique, réalisés sur des bâtiments existants, portant sur des aménagements intérieurs courants et ne relevant pas d'opérations de construction ou de réhabilitation.

Par aménagements intérieurs, il est entendu l'ensemble des travaux, choix et éléments réalisés à l'intérieur d'un bâtiment afin d'en organiser l'espace, de l'équiper, d'en améliorer le fonctionnement, le confort, l'esthétique et l'usage.

Ces travaux d'aménagement intérieur porteront sur les travaux de second œuvre tels que les revêtements intérieurs (sol et murs), les peintures, le faux plancher, les cloisons intérieures, les plafonds et faux-plafonds, la menuiserie intérieure, les systèmes d'occultation, les huisseries, l'isolation.

La maintenance des aménagements intérieurs comprend l'ensemble des travaux d'entretien et de réparation nécessaires pour les garder en bon état (notamment les menuiseries intérieures et huisseries).

#### ➤ Par conséquent, ce qui est couvert par le présent accord-cadre :

- La distribution des espaces (cloisons, circulations),

Sont concernés l'ensemble des aménagements intérieurs présents dans les locaux de l'IRD, visant à organiser et délimiter les espaces (notamment cloisons pleines, vitrées, avec ou sans store, ...)

- Les revêtements (sols, murs, plafonds),

Sont concernés l'ensemble des revêtements de sol, muraux (peinture, carrelage mural) et plafonds (faux plafonds)

- Les menuiseries intérieures et huisseries présentes dans les locaux de l'IRD,

Sont notamment **concernées l'ensemble des portes des locaux de l'IRD et leurs huisseries** (portes palières, portes coupes feu, issues de secours intérieures, portes intérieures, portes local serveur, ...). Les prestations pourront également porter sur **les éléments intégrés aux menuiseries** tels que les serrures et les poignées de portes, les gonds, les fermes-portes, charnières, paumelles, crémones, poignées ou tout autre huisserie.

- Tout autre aménagement intérieur présent ou à réaliser dans les locaux de l'IRD, non listé et qui ne relèverait pas des cas ci-dessous (par exemple isolation, systèmes d'occultation, plancher technique, ...)

#### ➤ Ce qui n'est pas couvert par le présent l'accord-cadre :

1/ La maintenance et petits travaux associés des équipements et installations électriques, plomberie/CVC et sécurité incendie : l'IRD dispose d'ores et déjà de plusieurs marchés visant à maintenir lesdits équipements et installations ou à réaliser des travaux en lien avec ce type d'installation,

2/ Les menuiseries extérieures et l'ensemble des aménagements intérieurs réalisés dans les parties communes du bâtiment (hall d'entrée, issues de secours, ...) : L'IRD étant locataire des locaux qu'il occupe, ces aménagements sont entretenus ou réalisés directement par le propriétaire du bâtiment.

3/ Les opérations d'aménagement présentant un caractère exceptionnel, n'ayant pas vocation à se reproduire en raison de leur nature et/ou de leur ampleur, sont expressément exclues du champ du présent accord-cadre et pourront être traitées en dehors de celui-ci.

#### 4.1.2 Lieux d'exécution

**Les prestations se dérouleront au Siège et à la Délégation Régionale Sud-Est de l'IRD situés au 44 boulevard de Dunkerque dans le 2ème arrondissement de Marseille.**

Ponctuellement, il est possible que les prestations se déroulent dans d'autres lieux, situés dans le périmètre de Marseille et d'Aix en Provence. Par conséquent, le titulaire doit être en mesure d'intervenir dans ces autres lieux.

#### 4.1.3 Travaux réalisés sur 2024 – 2025

A titre indicatif et non contractuel, les besoins de l'IRD enregistrés entre 2024 et 2025 sont les suivantes :

Descriptif	Année et nombre d'interventions	
	2024	2025
<b>MENUISERIES – interventions dans les locaux de l'IRD</b>		
Rabotage ou réglage de portes de bureau	5	3
Refixation ou réparation d'un bâton de Maréchal	//	4
Demandes urgentes : réglage portes palières/coupe-feu	3	7
Réparation d'une porte coulissante	//	1
Mise en place de verrous à entailler sur porte palière	//	3
Remise en état de la menuiserie d'une porte palière	//	2
Store à réparer ou ajouter	//	8
<b>CLOISONNEMENT</b>		
	<b>Travaux réalisés sur 2023/2024</b>	<b>2025</b>
Déplacement de cloisons : - Pleines amovibles - Vitrées sur allège	79m2 (cloisons pleines)	7 m <sup>2</sup> - Réaménagement de l'espace de réception dans la salle du Conseil de l'IRD (cf. ci-dessous)
Ajout de cloisons pleines amovibles	68m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup> - Réaménagement de l'espace de réception dans la salle du Conseil de l'IRD (cf. ci-dessous)
<b>REVETEMENTS MUR ET SOL</b>		
	<b>Travaux réalisés sur 2023/2024 – dans les locaux de l'IRD</b>	<b>2025</b>
Remplacement moquette par PVC	39 m <sup>2</sup>	
Mise en peinture blanche des murs des sanitaires	Environ 200 m <sup>2</sup>	

Mise en peinture blanche des murs des couloirs	198 m <sup>2</sup>	
Mise en peinture couleur des murs	25m <sup>2</sup>	32 m <sup>2</sup> - réaménagement de l'espace de réception dans la salle du Conseil (cf. ci-dessous)
Mise en place de carrelage mural (sanitaires)	30m <sup>2</sup>	
<b>OPERATIONS DE REAMENAGEMENT D'UN ESPACE COMPLET</b>		
Réaménagement de l'espace de réception devant la salle du Conseil de l'IRD	Remise en peinture couleurs des murs Fourniture et peinture des plinthes Pose et fourniture de tapisserie Fourniture et pose d'une moquette murale Déplacement de cloisons vitrées Fourniture et pose d'une cloison pleine et amovible	<i>Donnée mentionnée dans les colonnes ci-dessus</i> Plinthes : 52 m <sup>2</sup> 32 m <sup>2</sup> mise en peinture 10 M <sup>2</sup> tapisserie 16 m <sup>2</sup> de moquette murale  7 m <sup>2</sup> déplacement cloisons vitrées Cloison pleine et amovible 14 m <sup>2</sup>
Réfection des murs et remise en peinture d'une salle de réunion au LPED (Marseille)	Mise en peinture des plafonds, murs et portes (bureaux et coupe-feu)	262 m <sup>2</sup>

## 4.2 Contenu des prestations

### 4.2.1 Travaux prévus au bordereau de prix

Les travaux d'aménagements intérieurs et/ou d'entretien prévus au bordereau de prix unitaires, concernent le site du Siège et de la délégation régionale sud-est de l'IRD.

Le descriptif technique des prestations attendues se trouve ci-dessous.

A la survenance de son besoin, l'IRD transmet une demande de devis sur les travaux à effectuer ainsi que ses annexes (surface des locaux, types de cloisons, les plans des locaux à réaménager...). Cette demande peut porter sur des travaux d'aménagement et/ou d'entretien des aménagements déjà réalisés.

Le Titulaire, préalablement à son intervention, devra procéder à la vérification des plans, se plier aux exigences réglementaires de la zone, ainsi qu'à toutes réglementations applicables.

Lorsque cela est demandé par l'IRD, le Titulaire est dans l'obligation d'effectuer une visite sur site. Les modalités de cette visite sont fixées dans la demande de devis de l'IRD.

La proposition de devis du titulaire devra indiquer :

- ❖ **Le prix unitaire de chaque prestation prévue** au bordereau des prix dans le respect des montants affichés dans ce dernier,
- ❖ **La quantité des prestations demandées,**
- ❖ **Le coût du déplacement,** établi dans le B.P.U en fonction du nombre de déplacement dans le cadre de l'opération.

Dans une logique à la fois opérationnelle et de maîtrise des coûts, l'IRD veillera, autant que possible, à regrouper les interventions sur une même journée, de manière à mutualiser les déplacements et interventions, et à limiter le nombre de déplacements commandés en conséquence.

Par ailleurs, cette proposition de devis devra être accompagnée des informations suivantes le cas échéant :

- La durée et les conditions de réalisation de la prestation. Dans le cadre de travaux durant plusieurs journées, un planning des travaux devra être remis à l'IRD,
- Le nombre d'intervenants ;
- La date prévisionnelle de démarrage de la prestation et le délai maximum d'intervention à réception du bon de commande ;

Les délais d'exécution indiqués dans le devis engagent le Titulaire et pourront faire l'application de pénalités en cas de retard constaté et non justifié.

Le titulaire devra veiller à utiliser des matériaux et fournitures de marques identiques à ceux existants ou des équivalents présentant des qualités techniques équivalentes. Dans ce deuxième cas, il devra veiller à préserver l'harmonie esthétique des locaux IRD (couleur, trame, raccordement...).

**L'ensemble des frais de préparation et de remise en état du chantier seront intégrés dans les prix indiqués au B.P.U**

Après chaque prestation de travaux, le titulaire s'engage à faire une remise en état de propreté et à évacuer tous les déchets liés aux travaux de second œuvre réalisés.

#### - **Descriptif technique des prestations prévues au bordereau de prix**

##### ➤ **Peinture des murs**

Cette prestation comprend uniquement la fourniture et la pose de la peinture sur le mur concerné. La phase de préparation du support avant la mise en peinture pourra éventuellement être chiffrée sur devis par le titulaire selon les modalités indiquées à l'article 4.2.2 du présent CCTP, en fonction de l'état des murs à mettre en peinture.

Le titulaire devra utiliser des matériaux peu odorants pour ne pas gêner les agents sur site.

Pour les sanitaires, une peinture adaptée aux surfaces humides devra être utilisée. Le titulaire devra décoller les citations au mur avant de repeindre des sanitaires.

Le titulaire s'engage à rendre un chantier sans défaut de propreté et de finition. Les reprises de finitions ne devront pas être visibles.

##### ➤ **Cloisonnement**

#### - **Déplacement de cloisons**

Cette prestation comprendra la dépose à l'endroit initial, le déplacement et la repose de la cloison à l'endroit souhaité par l'IRD. Sont concernées par cette prestation les cloisons installées dans les locaux de l'IRD, soit :

- ❖ Cloisons pleines,
- ❖ Cloisons vitrées

Le titulaire sera vigilant à la dépose des cloisons et tout particulièrement concernant les cloisons vitrées. Le titulaire devra installer les cloisons et ses accessoires tel que les couvre-joints, les stores pour certaines cloisons vitrées et tout autre élément nécessaire à la réalisation de la prestation dans sa globalité.

##### ➤ **Menuiseries intérieures et huisseries**



L'IRD dispose de deux portes palières, d'un ensemble de deux portes coupe-feu et de deux portes issues de secours à chaque étage.

Ces portes constituent un élément fondamental de la sécurité anti-intrusion et de la sécurité incendie des locaux de l'IRD.

L'IRD pourra demander une ou plusieurs interventions urgentes sur ces portes si leur état se présente dysfonctionnel ou défectueux et qu'un danger pour la sécurité et/ou l'accessibilité des agents au site est constaté.

Le titulaire se devra de répondre rapidement à la demande d'intervention de l'IRD, et respectera son engagement d'intervention rapide. Il veillera au bon état et au bon fonctionnement de ces portes.

Ces portes doivent pouvoir assurer une ouverture facile et une fermeture sécurisée. Les potentiels travaux de réparation sur ces portes doivent ne pas compromettre la conformité « coupe-feu » des matériaux.

La prise en compte des équipements de sécurité présents sur les portes est indispensable pour l'exécution correcte des prestations.

- Déplacement d'une porte

Cette prestation comprend le déplacement et la réinstallation de la porte pleine à l'endroit souhaité par l'IRD.

Le titulaire s'engage à déplacer et réinstaller les portes et accessoires tel que bloque portes, impose filante, serrure, poignée, cadre de porte, et tout autre élément nécessaire à la réalisation de la prestation dans sa globalité.

- Réglage ou rabotage d'une porte

Ces prestations comprennent le rabotage ou le réglage complet d'une porte existante afin d'assurer son bon fonctionnement et son usage normal après intervention.

La prise en compte des équipements de sécurité présents sur les portes est indispensable pour l'exécution correcte des prestations. Par conséquent, le réglage des portes devra garantir le bon alignement et le fonctionnement correct de tous les équipements installés, notamment les serrures et poignées.

Les portes palières constituant un point d'accès aux locaux et étant coupe-feu, une vigilance accrue devra être portée sur leur bon fonctionnement et au maintien de leur conformité.

De la même manière, les portes coupe-feu devront assurer une parfaite étanchéité au feu même après le réglage de celles-ci.

- Huisseries

Le titulaire devra fournir et poser les huisseries pour des cloisons amovibles en alu blanc. Il pourra également déposer les huisseries.

#### 4.2.2 *Travaux hors bordereau de prix*

En cas de demande de travaux ne relevant pas d'une ligne de prix prévue au bordereau de prix mais relevant tout de même du champ d'application des travaux d'aménagement intérieur et/ou d'entretien

au sens de l'article 4.1 du présent CCTP, le titulaire sera sollicité par bon de commande pour réaliser les prestations souhaitées.

A la survenance de son besoin, l'IRD transmet une demande de devis sur les travaux à effectuer ainsi que ses annexes (surface des locaux, types de cloisons, les plans des locaux à aménager...). Le Titulaire, préalablement à son intervention, devra procéder à la vérification des plans, se plier aux exigences réglementaires de la zone, ainsi qu'à toutes réglementations applicables.

Lorsque cela est demandé par l'IRD, le Titulaire est dans l'obligation d'effectuer une visite sur site. Les modalités de cette visite sont fixées dans la demande de devis de l'IRD.

Le titulaire veillera à indiquer dans sa proposition de devis :

- **Le montant unitaire hors taxe des fournitures concernées** par l'opération de travaux.  
Il est précisé que ce montant unitaire correspond au prix d'achat de chaque fourniture concernée par l'opération de travaux, facturé par le fournisseur au titulaire. A ce titre, l'IRD se réserve la possibilité de demander au titulaire la transmission de la copie des devis ou factures du ou des fournisseurs au moment du règlement de la facture,
- **Le coefficient d'entreprise qui sera appliqué sur le montant unitaire des fournitures concernées** ou le coefficient d'entreprise appliqué sur facture de sous-traitance le cas échéant. Ces coefficients d'entreprise sont contractualisés au B.P.U.,

Le coefficient d'entreprise inclut tous les coûts, autres que ceux de main d'œuvre et de déplacement, qui feront l'objet d'un calcul distinct.

- **Le taux horaire d'intervention**, établi dans le B.P.U en fonction du nombre d'heures effectives de travail et du profil d'intervenant sollicité dans le cadre de l'opération,
- **Le coût du déplacement**, établi dans le B.P.U en fonction du nombre de déplacement dans le cadre de l'opération.

Dans une logique à la fois opérationnelle et de maîtrise des coûts, l'IRD veillera, autant que possible, à regrouper les interventions sur une même journée, de manière à mutualiser les déplacements et interventions, et à limiter le nombre de déplacements commandés en conséquence.

Par ailleurs, cette proposition de devis devra être accompagnée des informations suivantes :

- La durée et les conditions de réalisation de la prestation. Dans le cadre de travaux durant plusieurs journées, un planning des travaux devra être remis à l'IRD,
- Le nombre d'intervenants ;
- La date prévisionnelle de démarrage de la prestation et le délai maximum d'intervention à réception du bon de commande,
- Les fiches techniques des matériaux qui seront utilisés dans le cadre de l'opération de travaux.

Les délais d'exécution indiqués dans le devis engagent le Titulaire et pourront faire l'application de pénalités en cas de retard constaté et non justifié.

#### 4.2.3 Constitution d'un stock

Dans le cadre de l'exécution des prestations, l'IRD se réserve la possibilité de commander auprès du titulaire de l'accord-cadre des références d'équipements ou de matériels identiques ou compatibles avec ceux existants dans ses locaux et en lien avec les aménagements intérieurs.

Ces commandes ont pour objet la constitution d'un stock de matériels permettant à l'IRD de réaliser, de manière autonome, certaines interventions de maintenance ou d'adaptation.

Ce stock pourra notamment comprendre, sans que cette liste soit limitative, des serrures, des barres de seuil, des carrés de moquette ou tout autre équipement similaire.

Dans ce cas, à la demande de l'IRD, le titulaire fournit un devis comportant :

- **Le montant unitaire hors** taxe des fournitures concernées.

Il est précisé que ce montant unitaire correspond au prix d'achat de chaque fourniture facturée par le fournisseur au titulaire. A ce titre, l'IRD se réserve la possibilité de demander au titulaire la transmission de la copie des devis ou factures du ou des fournisseurs au moment du règlement de la facture,

- Le coefficient **d'entreprise qui sera appliqué sur le montant unitaire des fournitures concernées**. Le coefficient d'entreprise est contractualisé au B.P.U.,
- Le cas échéant, **le coût de déplacement**, tel que prévu au B.P.U., uniquement lorsqu'aucun autre déplacement du titulaire n'est programmé à l'IRD, permettant de mutualiser la livraison des fournitures.

Dans une logique à la fois opérationnelle et de maîtrise des coûts, l'IRD veillera, autant que possible, à regrouper les interventions sur une même journée, de manière à mutualiser les déplacements et interventions, et à limiter le nombre de déplacements commandés en conséquence.

#### 4.2.4 Récapitulatif de la constitution des prix

Type de prestation	Elaboration des prix des prestations couvertes par le présent accord-cadre
Travaux <sup>sur</sup> bordereau des prix (Article 4.2.1)	<u>Prix élaboré de la manière suivante :</u> (Montant unitaire indiqué au bordereau de prix x quantité commandée) + (coût de déplacement x nb de de déplacement le cas échéant)
Travaux <sup>hors</sup> bordereau des prix (Article 4.2.2)	<u>Prix élaboré de la manière suivante :</u> (Montant unitaire des fournitures correspondant au prix d'achat facturé par le fournisseur du titulaire x coefficient d'entreprise x quantité commandée) + (coût de déplacement x nb de de déplacement le cas échéant) + (taux horaire d'intervention x nb d'heures de travail)
Stock (Article 4.2.3)	<u>Prix élaboré de la manière suivante :</u> (Montant unitaire des fournitures correspondant au prix d'achat facturé par le fournisseur du titulaire x coefficient d'entreprise x quantité commandée) + coût d'un déplacement le cas échéant

## ARTICLE 5 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

L'ensemble des prestations devront être conformes aux stipulations du marché et exécutées dans les règles de l'art, en conformité avec les normes DTU, avis techniques en vigueur à la date d'exécution des prestations effectuées.

Dans le cadre de son obligation de résultat, le titulaire fournit l'ensemble des moyens nécessaires à la réalisation des prestations (outils, machines, tenues professionnelles du personnel, etc.) dans les délais impartis.

Toutes les mesures seront prises par le titulaire du marché pour répondre à la réglementation, aux contraintes du site et aux normes en vigueur dans l'exécution des prestations qui lui seront confiées. Il doit mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations de maintenance et de travaux d'aménagement intérieurs, notamment au niveau :

- De l'outillage, des équipements de manutention,
- Des moyens d'accès (échelles, échafaudages, plate-forme...),
- Des protections, balisage et signalétique des zones d'intervention,
- Des outils spéciaux à se procurer auprès des constructeurs ou des installateurs,
- De l'évacuation des matériels – gravats – nettoyage,
- Des outillages et appareils de contrôle nécessaire à l'exécution des prestations

### **5.1 Accès aux locaux du Siège et de la Délégation régionale sud-est de l'IRD**

L'accès aux locaux de l'IRD est sécurisé. Par conséquent, le titulaire devra effectuer toutes les formalités relatives aux modalités d'accès au Siège de l'IRD et de la Délégation régionale sud-est, telle que les demandes de badges d'accès et/ou place de parking.

#### **➤ Accès aux locaux de l'IRD**

En début de prestation, le titulaire récupère un ou plusieurs badges d'accès contre la remise d'une pièce d'identité. A chaque fin de prestation, le titulaire rend impérativement le ou les badges prêtés à chaque fin de prestation à l'accueil de l'IRD.

Les horaires normaux d'accès au site avec présence des agents IRD sont du lundi au vendredi de 7h30 à 20h30. Les travaux auront, quant à eux, lieu aux horaires suivants du lundi au vendredi de 08h00 à 17h00 suivant le planning établi avec le Service Achat, Patrimoine et Logistique pour chaque prestation.

Il est conseillé au prestataire de prévenir de sa venue en amont, si celle-ci n'a pas été planifiée au préalable avec l'IRD.

Aussi, il est demandé au prestataire de prévoir les interventions en dehors des horaires de la pause méridienne (12h00-14h00) – sauf en cas d'urgence ou de rendez-vous planifié avec le service logistique.

Etant en période de plan Vigipirate, le service logistique doit accueillir et accompagner chaque prestataire. En cas de passage non-planifié entre le prestataire et le service logistique, si aucun agent logistique n'est disponible pour accueillir le prestataire, celui-ci peut se voir obligé de lui refuser l'entrée sur le site. Il est donc conseillé au prestataire de prévenir de sa venue en amont, en cas d'intervention non-planifiée.

#### **➤ Accès au parking de l'IRD**

En termes de stationnement, l'IRD ne dispose pas de place « livraison » devant le bâtiment.

Toutefois, le titulaire pourra accéder au parking de l'IRD selon les modalités qui lui auront été transmises lors de la réunion de lancement.

En amont de sa prestation, le titulaire devra, au préalable, demander la réservation d'une place de parking par mail à l'IRD.

En cas de parking complet le jour du passage sur site, le titulaire ne pourra pas disposer d'une place de parking. Il sera donc contraint de garer son véhicule à l'extérieur de l'IRD.

Afin de garantir l'accès sans encombre du véhicule du titulaire au parking, voici les dimensions de l'entrée du parking :

- Largeur couloir entrée/sortie : 2m32
- Hauteur du parking : 2m30.

Le titulaire devra prendre en compte une marge de manœuvre suffisante afin d'éviter tout dommage lors de la manœuvre de son véhicule, les couloirs entrée/sortie étant assez étroits.

A ce titre, le titulaire demeure entièrement responsable de tout dommage matériel constaté comme ayant été causé, directement ou indirectement, par l'utilisation de véhicules non adaptés aux contraintes d'accès du site.

➤ **Identification du personnel accédant aux locaux**

Tout le personnel intervenant sur site devra porter le nom de l'entreprise sur lui afin d'être facilement reconnaissable (T-Shirt, veste, pantalon...). Sans cela, le personnel ne sera pas accepté sur le site. L'IRD se réserve le droit d'exclure toute personne intervenant sur site sans la présence d'un encadrant précédemment désigné. En aucun cas l'IRD ne se substituera au rôle d'encadrant chantier.

➤ **Accès aux locaux en dehors des horaires normaux d'accès au site**

Toute livraison ou présence sur site nécessaire en dehors de ces horaires (08h00 à 17h00) devra faire l'objet d'une demande et validation spécifique auprès de l'IRD. Par ailleurs, dans le cadre d'un retard imputable au titulaire, ceux-ci pourront sans surcoût pour l'IRD, avoir lieu en horaire décalés (nuit – week-end). Cette nouvelle organisation devra, en amont, être également validée par l'IRD.

➤ **Accès éventuel dans d'autres locaux**

Concernant les petits travaux effectués dans d'autres lieux situés dans la zone Aix-Marseille, les modalités d'accès seront données par l'IRD au moment de la demande de devis.

## **5.2 Prestations à réaliser en site occupé**

Les prestations seront toujours réalisées en milieu occupé.
---

Le titulaire devra prendre l'ensemble des dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des occupants et protéger les existants. Un plan de prévention sera réalisé afin d'anticiper et limiter les potentiels dangers rencontrés par le personnel du titulaire ainsi que par les agents IRD.

Le personnel du titulaire ne doit pas entraver le fonctionnement et l'activité des agents présents sur le site. A ce titre, l'IRD précise que, pour les travaux ou les prestations de maintenance qui nécessitent la fermeture d'une zone, une demande d'autorisation devra être soumise et tracée.

Le titulaire devra aussi tout mettre en œuvre pour chercher la solution la plus silencieuse lors de la réalisation des prestations de maintenance ou des travaux d'aménagements.

## **5.3 Collaboration avec d'autres prestataires au Siège et à la Délégation régionale sud-est de l'IRD**

Dans le cadre de ce marché et concernant les locaux du Siège et de la Délégation régionale sud-est, le titulaire pourra être régulièrement amené à collaborer avec d'autres prestataires présents sur le site. **Les prestations listées ci-dessous ne sont donc pas à la charge du titulaire du présent marché.**

❖ **Prestataire de maintenance du bâtiment :**

Il s'occupe de maintenir l'ensemble des installations techniques présentes dans les parties communes du bâtiment.

Dans les parties locatives de l'IRD, celui-ci intervient également pour maintenir les fenêtres ainsi que les climatisations présentes dans les faux-plafonds (hormis les climatisations privatives ajoutées par la suite dans les locaux informatiques de l'IRD).

❖ Prestataires de maintenance multitechnique de l'IRD :

Ils s'occupent de maintenir les installations électriques (CFO/CFA), les équipements de sécurité, les installations de plomberie ainsi que les équipements rattachés aux locaux informatiques.

Ceux-ci sont également sollicités lorsque des travaux sur les domaines susmentionnés sont demandés par l'IRD.

Le titulaire veillera donc à les associer à toute opération ayant une incidence sur leurs prestations.

❖ Prestataire de maintenance du système de contrôle d'accès et d'alarme anti-intrusion de l'IRD :

Il s'occupe de maintenir les équipements de contrôle d'accès aux locaux de l'IRD et d'alarme anti-intrusion.

Celui-ci est également sollicité lorsque des travaux sur les domaines susmentionnés sont demandés par l'IRD.

Le titulaire veillera donc à les associer à toute opération ayant une incidence sur leurs prestations.

La co-activité devra alors être respectée entre les différents prestataires.

## 5.4 Signalisation des interventions

Chaque fois que cela est nécessaire, le Titulaire doit, à ses frais et après approbation par l'IRD, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers utilisateurs et le personnel de l'IRD de la présence de zones interdites.

En cas de carence du Titulaire ou de danger, l'IRD se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du Titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du Titulaire en cas d'accident.

## 5.5 Zone de stockage

L'IRD ne fournit aucun local de stockage de façon continue au titulaire. Le titulaire devra donc lui-même amener tout le matériel ou toutes les fournitures dont il aura besoin afin de réaliser sa prestation, même pour les prestations de maintenance des locaux.

Toutefois, selon les besoins et le type d'intervention, une zone de stockage pourra être mise à disposition de façon exceptionnelle, sur demande et accord préalable de l'IRD.

Cette mise à disposition **sera limitée à la durée de chaque opération de travaux.**

Le titulaire approvisionnera en équipements et matériaux, à l'avancement ses équipes et réduira le stockage sur site à ceux employés pour la réalisation de l'espace concerné. En tout état de cause aucun matériau ou déchet inflammable ne sera stocké dans les locaux de l'IRD.

Le titulaire se doit de protéger par les moyens qu'il jugera nécessaire le périmètre des espaces considérés en travaux.

Dans le cas où des biens seraient entreposés dans les locaux de l'IRD, ce dernier ne pourra être considéré comme gardien. Sa responsabilité ne pourra être recherchée en cas de perte, de vol ou de dégradation de ces matériels

### **5.6 Mise à disposition des sanitaires**

Le titulaire aura accès au sanitaire le plus proche de la zone d'intervention. L'emplacement des sanitaires accessibles sera à définir en accord avec l'IRD.

Le maintien en état de propreté de ces installations relève de la responsabilité du titulaire ; aucun nettoyage d'outillage ne sera réalisé dans les sanitaires.

### **5.7 Circulations et acheminement des matériaux**

**Concernant les prestations réalisées au Siège et à la Délégation régionale sud-est de l'IRD, le monte-charge sera la solution première pour emmener les matériaux sur le lieu de chantier. Aucune utilisation des ascenseurs présents dans le hall ne pourra être faite.**

Une protection parfaite, efficace et pérenne des installations mises à leur disposition ainsi que leur entretien et le nettoyage quotidien doit être mise en place

Toute défaillance sera sanctionnée par le retrait de cette mise à disposition, le titulaire faisant son affaire des moyens d'accès et d'évacuation des zones de travaux

**L'encombrement des issues de secours est pros crit.**

Concernant les petits travaux effectués dans les unités de recherche concernées par le présent marché, les modalités liées à la circulation et l'acheminement des matériaux seront déterminées au moment de la demande de devis.

### **5.8 Protection des ouvrages existants**

Lors de toute exécution de travaux dans les existants, le titulaire doit prendre les dispositions et précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Les dispositions à prendre doivent être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition du Titulaire en début de travaux.

Dans le cas contraire, le Titulaire a à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires. Les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute, sont réparés par lui-même et à ses propres frais, dans les délais prescrits par ordre de service.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations et après ordre de service resté sans effet, l'IRD peut, les faire exécuter aux frais du Titulaire par tous les moyens qu'il juge bons sans besoin de recourir à une mise en demeure.

Il devra à ses frais et dans un délai de 15 jours indiqué au C.C.A.P, la réparation des dommages après l'établissement de sa responsabilité. Le non-respect de ce délai fera l'objet d'application de pénalités.

#### **➤ Protection des sols**

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet. Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Les sols devront être protégés par bâche ou film plastique partout où ils pourraient subir des brûlures, salissures ou dégradations du fait des travaux. Ces protections devront être parfaitement maintenues afin de ne pouvoir se déplacer lors de va et vient des ouvriers et agents des lieux. Des protections en papier fort ou carton ne seront pas admises.

L'IRD se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

#### ➤ **Protection contre le bruit**

Dans le cadre contractuel du marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat. Il devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les niveaux de bruits aériens.

Ils doivent, avant et après les travaux, faire un constat d'état des lieux du site ainsi que des abords en présence de l'IRD.

Le titulaire devra assurer la protection des revêtements et des réseaux et ne jamais entraver leur fonctionnement. Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux, que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravats.

### **5.9 Nettoyage et évacuation des déchets**

Dans le cadre des prestations, le chantier doit toujours être maintenu en parfait état de propreté charge au titulaire de prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Le site de l'IRD devra rester dans son état de propreté d'origine. Aussi, toutes salissures générées par les travaux réalisés devront être nettoyées avant le départ du titulaire.

Un nettoyage du chantier sera réalisé quotidiennement puis un nettoyage approfondi sera réalisé en fin de chantier avant la réception des travaux.

En fin de travaux, toutes les protections doivent être enlevées et le nettoyage effectué dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravats

Le titulaire a l'obligation d'une part d'évacuer les déchets, et d'autre part, de les recycler et trier.

En cas de non-respect des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, l'IRD se réserve le droit de faire exécuter, aux frais et risques, les nettoyages par une entreprise de son choix, après mise en demeure préalable.

L'évacuation dans les conteneurs de l'IRD est formellement interdite.

Le titulaire devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des déchets de ses travaux et au balayage des sols.

Il sera formellement interdit de jeter les déchets par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit en sacs ou par seaux.

### **5.10 Conformité à la réglementation Sécurité incendie**



Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation Sécurité incendie, le titulaire devra assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné. En cas de travaux de soudage, découpage, meulage, un permis feu devra être complété par le maître d'œuvre.

## **ARTICLE 6 SUIVI ET PILOTAGE DU MARCHÉ**

### **6.1 Réunion de lancement du marché**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée entre le titulaire et l'IRD au siège de l'IRD.

Cette réunion de lancement aura pour objets :

- De permettre au titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation
- A l'IRD de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation, et de remettre au titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.

Lors de cette réunion de lancement, l'inventaire ainsi que les DOE des aménagements actuellement présents à l'IRD seront transmis au titulaire.

### **6.2 Appropriation des locaux**

A l'issue de la réunion de lancement, le titulaire réalise la prise de connaissance complète des locaux de l'IRD, et concernés par le présent accord-cadre.

Cette prise en main permettra à son équipe d'appréhender clairement les contraintes et spécificités des locaux de l'IRD, ainsi que les types d'aménagements intérieurs dont il aura la charge.

Cette période de prise en main des aménagements intérieurs permettra au titulaire notamment :

- De prendre connaissance des locaux et des aménagements présents, et de leurs références le cas échéant,
- De s'assurer du bon fonctionnement des aménagements intérieurs (portes notamment),
- De recenser l'état des aménagements en relevant notamment les éventuels défauts de fonctionnement, de mise en œuvre ou autres,
- De relever les non conformités réglementaires, et toute anomalie pouvant entrer dans le cadre de garanties,
- De vérifier et mettre à jour des plans et documents des installations et équipements fournis par l'IRD.

### **6.3 Suivi et pilotage du marché**

Le titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de l'IRD pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

A la date d'anniversaire du présent marché, une réunion annuelle sera organisée afin d'assurer un lien régulier entre le titulaire et l'IRD.

Elle permettra de faire un bilan sur les prestations exécutées tout au long de la période écoulée.

La fréquence pourra évidemment être modifiée (à la hausse ou à la baisse) par l'IRD en cours de marché en fonction des constatations qui seront faites.

Les éléments ci-dessous seront notamment abordés :

- Le fonctionnement mis en place dans le cadre du marché,
- Les événements et dysfonctionnements rencontrés,

- Les différentes évolutions mises en place par le titulaire pouvant affecter le service,
- Le suivi de la facturation.

Chaque réunion de suivi fera l'objet d'un compte rendu établi par l'IRD et validé par le titulaire.

Seront présents lors de ces réunions annuelles, à minima l'interlocuteur dédié au suivi des prestations du Titulaire ainsi que les représentants de l'IRD. En cas d'empêchements de l'interlocuteur susmentionnée, le titulaire devra avertir sans délai le représentant de l'IRD et procède à son remplacement.

A cette occasion, le Titulaire étant tenu par une obligation de conseil, il veillera également à apporter tout axe d'amélioration à l'IRD concernant le fonctionnement du marché dans sa globalité, sur quel que sujet que ce soit (notamment sur le volet environnemental, la répartition des prestations, les matériels et les produits utilisés, etc., ...).

## **ARTICLE 7 GESTION DES DOCUMENTS D'EXECUTION**

Le Titulaire assurera la gestion documentaire avec pour objectif le maintien à jour et la traçabilité de la base de données techniques nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des installations.

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra :

- La mise à jour systématique des plans techniques des installations qui seront à sa charge lors de modifications réalisées par ses soins au format DWG (conformément à la charte graphique de l'IRD),
- L'information de l'IRD sur les mises à jour réalisées (pour mise à jour de l'exemplaire IRD) et les mises à jour nécessaires lors de modifications effectuées par des tiers.

L'ensemble de la documentation est et demeurera la propriété de l'IRD et ne pourra être utilisée par le Titulaire qu'aux seules fins d'exécution du présent marché. Il ne pourra la communiquer à des tiers sans l'accord écrit et préalable de l'IRD.

Si possible, ces documents devront être disponibles sur une plateforme électronique dédiée.

### **7.1 Documents d'exécution produits dans le cadre des prestations**

Chaque opération de travaux d'aménagements intérieurs ou d'entretien de ces aménagements aboutira à :

- La remise d'un rapport d'intervention détaillé mentionnant notamment :
  - La(es) date(s) et la nature de l'intervention,
  - Les actions effectuées et les aménagements réalisés,
  - Les observations et recommandations,
  - La durée des interventions, ...
- La mise à jour de la base de données techniques nécessaire à l'exploitation et à l'entretien des aménagements intérieurs concernées par présent marché.

Ainsi, pour chaque opération de travaux le titulaire devra remettre notamment, dans les délais prévus dans le présent document, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) composé si nécessaire :

- Plans de recollement conformes à l'exécution (détails, repérage, etc...) format PDF et DWG,
- Fiches techniques des matériaux utilisés avec les Avis techniques correspondant,
- Les propositions de contrat d'entretien nécessaires,
- Les modes d'emploi simplifiés – en langue française – des ouvrages installés,
- La notice technique de tous les matériels utilisés (sous format PDF),

- Synoptiques, schémas et Notes de Calcul pour les installations techniques,
- PV classement FIT,
- Tous documents nécessaires à l'obtention d'autorisations administratives ou Quitus du Contrôleur Technique

Et d'une manière générale, tous les documents permettant la bonne exploitation du site en totale conformité avec les réglementations, les normes et les législations en vigueur.

Le DOE devra a minima être transmis sous format informatique pdf.

Toute opération de petits travaux nécessitant la fourniture d'un DOE ne sera considérée comme pleinement réalisée qu'après remise complète de ce dernier. De même, le compte rendu d'intervention rattaché à la prestation devra être transmis dans les délais contractuels.

En l'absence de l'un de ces documents, la réception des prestations ne pourra être prononcée, bloquant par ricochet la facturation correspondante.

## 7.2 Planning des prestations

Le titulaire transmet à l'IRD dans un délai de 4 jours à compter de la transmission du bon de commande un planning d'exécution des prestations lorsque les prestations se déroulent sur plusieurs jours. Ce planning devra avoir fait l'objet d'une validation de l'IRD au moins 48H avant le commencement des prestations.

Si les prestations peuvent être réalisées sur une seule journée, le titulaire doit valider la date d'intervention avec l'IRD au moins 48H avant la réalisation des prestations.

Sans validation de sa part, l'IRD se réserve le droit de refuser au titulaire l'accès aux locaux tant que la situation n'est pas régularisée. Dans cette situation, les délais d'exécution des prestations continueront à courir.

Par conséquent, en cas de retard constaté et non justifié, les prestations pourront faire l'application de pénalités.

## ARTICLE 8 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 8.1 Délais d'intervention pour les interventions sur les menuiseries existantes

Le Titulaire s'engage sur les délais suivants relatifs à la résolution des dysfonctionnements des menuiseries présentes sur site :

Prestations	Délai
Portes palières, portes d'issue de secours et portes coupe-feu	<u>Délai d'intervention sur site</u> : 2 jours ouvrés à partir de l'envoi par l'IRD du signalement
	<u>Travaux de réparation provisoire</u> : 2 jours ouvrés à partir de l'intervention sur site
	<u>Travaux de remise en état définitive</u> : 10 jours ouvrés à partir de l'intervention sur site
Portes intérieures autres	<u>Délai d'intervention sur site</u> : 5 jours ouvrés à partir de l'envoi par l'IRD du signalement
	<u>Travaux de réparation provisoire</u> : 5 jours ouvrés à partir de l'intervention sur site

	Travaux de remise en état définitive : 20 jours ouvrés à partir de l'intervention sur site
--	--

Sont distingués :

- Le délai d'intervention : il s'agit du délai qui court du signalement d'un incident au Titulaire, jusqu'à l'arrivée sur place du Titulaire ou d'un sous- traitant pendant les horaires d'ouverture,
- Le délai de réparation provisoire : il s'agit du délai qui court de l'arrivée du Titulaire, ou du sous- traitant, sur le lieu jusqu'à la remise en état provisoire de la menuiserie concernée,

Ce délai comprendra en particulier la prise de mesures conservatoires, assurant la continuité de fonctionnement éventuellement en mode dégradé en attendant la réalisation des travaux de remise en état complète.

- Travaux de remise en état définitive : désigne le temps nécessaire pour clore définitivement les travaux de remise en état, à savoir le rétablissement du fonctionnement d'une installation permettant le fonctionnement du site dans des conditions normales de sécurité et de confort.

Toute prolongation du délai des travaux de réparation définitive doit être dûment justifiée et soumise à approbation de l'IRD.

Les pénalités pourront s'appliquer dès dépassement de ces délais. Ce délai court à compter de la constatation du dysfonctionnement notifié par la télécopie ou mail.

**Certaines interventions peuvent être considérées comme urgentes lorsque la sécurité des personnes et/ou des biens est en jeu.**

Dans cette situation, le titulaire prendra les mesures d'urgence qui s'imposent pour assurer le dépannage dans les plus brefs délais afin de respecter son obligation de résultat.

Quel que soit l'heure (en journée uniquement) ou le jour de l'appel (hors week-end et jour férié), le personnel du titulaire ayant une parfaite connaissance des installations, doit **intervenir en 4 heures maximum** (ou dans le délai indiqué au mémoire technique s'il est plus court) **après le constat de l'IRD et effectuer les premières actions telles que la mise en place de mesures conservatoires.**

Le titulaire réalise tous les travaux nécessaires pour garantir la sécurité des personnes et des biens **dans un délai maximum d'1 jour** (ou dans le délai indiqué au mémoire technique s'il est plus court).

## 8.2 Délais d'intervention pour l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage sur les délais suivants :

Prestations concernées	Délai
Exécution des prestations	Délai indiqué dans le devis du titulaire et/ou le bon de commande de l'IRD
Levée de réserves	30 jours à compter de la réception des travaux
Réparation des dommages et désordres causés aux ouvrages avoisinants ou d'autres prestataires	15 jours après constatation des dommages ou désordres
Intervention en cas de dysfonctionnements durant la période de garantie de parfait achèvement	15 jours après constatation du dysfonctionnement

### 8.3 Délais de remise de livrables et documents d'exécution

Livrable	Délai de remise maximum
Remise d'un devis	10 jours ouvrés à partir de la demande de l'IRD
Planning d'exécution des travaux	4 jours à compter de la transmission du bon de commande
DOE	Avant la réception des travaux concernés par l'opération
Plan de prévention	Avant le début du marché ou de tous travaux nécessitant un plan de prévention.
Déclaration de sous-traitance accompagnée de l'ensemble des pièces administratives associées	10 jours ouvrés avant le démarrage des travaux

## ARTICLE 9 RECEPTION DES PRESTATIONS

### 9.1 Etat des lieux

Avant le démarrage des prestations, et lorsque la nature de l'opération le justifie, un état des lieux contradictoire des espaces concernés par les prestations pourra être établi entre l'IRD et le titulaire. Cet état des lieux fera l'objet d'un document écrit, signé par les parties, et servira de référence pour l'appréciation de l'état initial des lieux et de la remise en état des lieux à l'issue de l'opération de travaux concernée.

À l'issue des prestations et après enlèvement complet des installations de chantier, matériels et matériaux du titulaire, un état des lieux de fin de chantier pourra aussi être réalisé contradictoirement dans les mêmes conditions.

### 9.2 Remise en état à la fin des prestations

Le titulaire s'engage à restituer les lieux dans un état conforme à celui constaté lors de l'état des lieux initial, sous réserve de l'usure normale liée à l'exécution des prestations.

La remise en état des lieux comprend notamment le démontage et l'évacuation, aux frais exclusifs du titulaire, de toutes ses installations, matériels et matériaux, ainsi que la remise en état des emplacements correspondants.

**L'absence de remise en état des locaux à la fin des travaux empêchera la réception des prestations concernées par l'opération.**

Tout dommage matériel ou immatériel constaté entre l'état des lieux avant travaux et l'état des lieux de fin de chantier, et non imputable à l'usure normale ou à un fait extérieur dûment justifié, sera réputé imputable au titulaire, qui en assumera l'entière responsabilité et procédera, à ses frais exclusifs, aux réparations ou remises en état nécessaires dans les délais fixés par l'établissement

Tant que les installations de chantier ne sont pas entièrement démontées et que les lieux ne sont pas remis en état, le titulaire demeure seul responsable de tous les dommages, de quelque nature que ce soit, causés aux tiers sur le chantier.

### 9.3 Réception des prestations

Chaque prestation donnera impérativement lieu à l'établissement des documents d'exécution visés à l'article 7.1 du présent C.C.T.P. Il est rappelé que sans la transmission complète des documents d'exécution de la prestation réalisée, la réception de l'intervention ne pourra être prononcée.

Le titulaire sera responsable de ses travaux jusqu'à la réception de l'ensemble de l'opération.

En fonction des prestations concernées, un procès-verbal de réception pourra être dressé afin de constater :

- La bonne réalisation des travaux, conformément aux prestations commandées,
- La transmission par le titulaire à l'IRD de l'ensemble des documents d'exécution générés dans le cadre de l'opération concernée.
- La remise en état des lieux après travaux.

Dans le cas où la réception est prononcée sans réserve, la date de fin de travaux correspondra à la date de réception.

Au cas où la réception déclenche des réserves, il restera à l'appréciation du responsable de projet de l'IRD d'indiquer ou non un délai complémentaire.

Le titulaire fournira à l'IRD les certificats, procès-verbaux de réception ou d'essais des matériaux suivant les prescriptions du marché. Tout élément non conforme aux prescriptions du marché, d'une nature et d'une provenance différente de celles spécifiées, pourra être refusé.

#### **9.4 Garantie dans le cadre des travaux d'aménagements intérieurs**

Le délai de garantie de parfait achèvement pour les ouvrages est fixé à 1 (un) an et de bon fonctionnement pour les équipements à 2 (deux) ans à compter de la réception des travaux sans réserve ou à la mise en production si les réserves n'entraînent pas de dégradation d'exploitation.

La réception une fois prononcée et pendant la période de garantie contractuelle, le titulaire devra :

- Réparer les imperfections de construction relevées par la mise en fonction des ouvrages et travaux réalisés,
- Régler les installations et équipements techniques et s'il y a lieu, procéder à la mise au point définitive.

Ces interventions sont gratuites, hors cas de force majeure et dégradation volontaire, à partir de réception des travaux, pour toute la durée de la garantie légale.

En cas de défaillance durant la période de garantie, le délai d'intervention est fixé entre 24H et 5 jours ouvrés après réception du mail provenant de l'IRD.

Cette garantie engage chaque titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

### **ARTICLE 10            SECURITE**

#### **10.1            Matériels**

Les matériels, appartenant au Titulaire ou mis à sa disposition par l'IRD, doivent être tenus en bon état de marche et sont régulièrement contrôlés. Ils doivent rester ou être mis conformes aux règles de sécurité en vigueur.

A ce titre, il sera demandé au titulaire de ne pas utiliser, lors de la réparation, réfection des installations et huisseries de l'IRD dites « coupe-feu », de produit ou composant pouvant altérer le pouvoir ou la conformité coupe-feu de ces installations.

Il est interdit de faire ou de laisser entrer des produits et matières explosifs ou inflammables dans l'enceinte du site sauf ceux nécessaires à l'exploitation.

De façon générale, pour tout matériel à risque (électrique, électronique...) ou pouvant présenter des risques de confidentialité, et notamment tout matériel informatique, devra faire l'objet d'une déclaration préalable à l'IRD.

## **10.2 Biens**

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines, etc. ne soit pas altéré par les prestations du Titulaire.

Il est rigoureusement interdit au personnel du Titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du Marché.

## **10.3 Personnes**

Le Titulaire a instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières.

Le Titulaire veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- Les installations des plans d'évacuation et des extincteurs,
- Le travail en hauteur,
- L'encombrement de passages et les plans de circulation,
- Les zones interdites, réglementées ou contrôlées,
- L'utilisation des sources d'énergie,
- L'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils,
- La manipulation des objets lourds et des produits à risques,
- Les travaux utilisant une flamme couverte ou non (permis feu obligatoire en ce qui concerne la manipulation du feu ou de matériel incandescent),
- Les travailleurs isolés,
- Les règlements électriques,
- La demande de permis et autorisations nécessaires en fonction du type de prestations effectuées,
- Le port des équipements de protection individuelle (EPI),
- Les registres des contrôles techniques obligatoires.

L'IRD déclinera toute responsabilité en cas d'accident corporel qui aurait comme origine un non-respect de la sécurité et des consignes qui lui sont liées.

Le Titulaire du marché équippa son personnel d'exécution et d'encadrement de vêtements de travail en quantité suffisante, portant la désignation de l'entreprise, ainsi que d'équipements de protection individuelle adaptés au travail à réaliser, conformes aux règles de sécurité, et aux produits à utiliser. Il fournira également le matériel et les consommables nécessaires aux agents pour exécuter en toute sécurité leurs prestations.

Le personnel devra obligatoirement porter les équipements de protection individuelle afin d'assurer sa protection et sa sécurité.

En cas de crise sanitaire, le Titulaire veillera à respecter les consignes émises par l'IRD et à ce titre, il fournira à ses agents sur site l'ensemble des matériels permettant de répondre à ces exigences (masques, gels, gants, etc...).

## **10.4 Sécurité des occupants**

Toutes les dispositions seront à prendre par les entrepreneurs pour garantir dans tous les cas la sécurité des occupants.

Les matériels et outillages ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger

### **10.5 Plan de prévention**

Dès la notification du marché, un plan de prévention sera établi conformément au décret n°92- 158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure.

Ce plan devra être approuvé par l'IRD avant sa mise en place.

Sans plan de prévention, le titulaire et ses sous-traitants le cas échéant ne pourront pas intervenir sur site.

Concernant le plan de prévention il devra être effectué en présence du titulaire ou un de ses représentants, un agent de l'IRD et un QHSE. Le plan de prévention sera signé par le titulaire et l'IRD dans cet ordre sous un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du bon de commande. Devront être présent le titulaire, le sous-traitant, le QHSE IRD et l'IRD.

Ce plan de prévention devra être mis à jour régulièrement, tous les ans, avant la date anniversaire.

Le Titulaire devra se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Les mesures prévues par le plan de prévention comporteront au moins des dispositions dans les domaines suivants :

- La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants.
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à effectuer ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien.
- Les instructions à donner aux agents du Titulaire.
- Les instructions nécessaires à la prévention qui devront être données aux sociétés intervenantes de façon permanente sur le site (société de nettoyage, gardiennage...)
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par le Titulaire.
- Les conditions de la participation des sous-traitants aux prestations objets du présent marché, en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du pilotage

Cette dernière disposition consistera à répertorier et à décrire les conditions et modalités de la sous-traitance en précisant l'organisation du pilotage et de l'encadrement des sous-traitants et les mesures retenues en vue d'assurer la coordination entre l'IRD, et le Titulaire (y compris ses sous-traitants), nécessaires au maintien de la sécurité.

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire assurera la parfaite adéquation du Plan de Prévention avec les conditions d'exécution des prestations, lesquelles seront susceptibles d'évoluer durant le marché.

Pour s'assurer de l'application des mesures décidées et coordonner les mesures nouvelles qui pourraient être nécessaires, l'IRD pourra organiser avec le Titulaire, selon une périodicité qu'il définira, des inspections et réunions périodiques aux fins d'assurer la coordination générale sur le site des mesures de prévention (qu'il s'agisse des mesures pour une opération donnée, ou encore celle des mesures



rendues nécessaires par les risques liés à l'interférence entre deux ou plusieurs opérations, en fonction des risques ou lorsque les circonstances l'exigent).

Le Titulaire sera informé de la date à laquelle devront avoir lieu les inspections et réunions mentionnées à l'alinéa précédent.

## **ARTICLE 11            MATERIAUX**

Tous les matériaux et matériels seront de première qualité, tant dans leurs composants que dans les différentes pièces d'assemblage, le remplissage, les revêtements, les peintures et les accessoires.

Ils devront :

- Permettre un entretien facile
- Avoir des angles adoucis, ne pas présenter d'arêtes coupantes ni d'aspérités.
- Offrir toute garantie de solidité, de sécurité, de pérennité.
- Avoir un niveau de performance maximum, pour la sécurité des utilisateurs.

En cas de disparition d'un matériel en cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à proposer à l'IRD, qui devra valider la proposition en retour, un matériel présentant des caractéristiques équivalentes ou supérieures, au même prix.

## **ARTICLE 12            DEVELOPPEMENT DURABLE**

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à respecter les principes du développement durable, conformément aux dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique.

### **12.1            Gestion environnementale du chantier**

Par conséquent, lorsque celui-ci intervient dans les locaux de l'IRD afin de réaliser les prestations concernées par le présent accord-cadre, il veille à :

- Mettre en œuvre des mesures visant à limiter les nuisances du chantier (bruit, poussières, vibrations, circulation),
- Assurer une gestion raisonnée de l'eau et de l'énergie pendant la durée des travaux.
- Maintenir le chantier propre et sécurisé.

### **12.2            Choix des matériaux et des fournitures**

Dans le cadre de la réalisation des petits travaux concernés par le présent accord-cadre, le titulaire veille à :

- Proposer systématiquement et utiliser des matériaux et matériels présentant des caractéristiques environnementales, à faible impact environnemental, recyclés ou recyclables, ...
- A réutiliser au maximum les matériaux et fournitures déjà présents dans les locaux de l'IRD faisant l'objet d'opérations d'aménagements. En cas de réutilisation de ces éléments, celle-ci fera l'objet d'une validation de la part de l'IRD avant le commencement d'exécution de la prestation,
- Limiter l'emploi de produits dangereux pour la santé et l'environnement,
- Respecter les normes environnementales en vigueur pour l'ensemble des matériaux mis en œuvre.

### **12.3 Gestion des matériels et produits restants**

Dans le cadre de chaque opération, le titulaire s'engage à ne pas évacuer ni éliminer les matériaux, fournitures ou éléments déposés ou non utilisés restants (notamment pots de peinture, chutes de revêtements de sol, ...) à l'issue des prestations sans l'accord préalable de l'IRD.

À ce titre, le titulaire devra systématiquement solliciter l'IRD afin de déterminer si celui-ci souhaite conserver tout ou partie des matériaux concernés.

Les matériaux que l'IRD décidera de conserver seront laissés sur site à l'emplacement désigné par celui-ci, en bon état et dûment identifiés.

Les matériaux non conservés par l'IRD seront évacués et éliminés par le titulaire, dans le respect de la réglementation en vigueur, et sans coût supplémentaire pour l'IRD.

### **12.4 Gestion des déchets générés durant les prestations**

Les déchets générés durant la réalisation des prestations sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux et à l'article 5.9. du présent C.C.T.P.

Par conséquent, le titulaire veillera à :

- Effectuer les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur,
- Assurer la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier. Il fournit au maître d'ouvrage les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier.

Ainsi, il remet au maître d'ouvrage les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

- Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais, conformément à l'article 37.2 du C.C.A.G-Travaux.

A ce titre, aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire

**Le présent document est à accepter sans modification.  
Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.**